



Communiqué
Pour diffusion immédiate

Projet de loi 59

Pour PDF Québec, le gouvernement devrait s'attaquer aux dérives sectaires plutôt qu'à la liberté d'expression

Montréal, le 22 septembre 2015 – «Le gouvernement devrait s'attaquer aux dérives sectaires plutôt qu'à la liberté d'expression, ont déclaré en substance les représentants de *Pour les droits des femmes du Québec* (PDF Québec) aujourd'hui aux membres de la commission parlementaire qui étudie le projet de loi 59.

Comme la presque totalité des intervenants en commission parlementaire, PDF Québec se montre très critique de la partie du PL 59 qui concerne les restrictions à la liberté d'expression sous couvert de lutte aux discours haineux. «Je suis juif séfarade, et évidemment sensible aux insanités antisémites. Est-ce que j'aime ça ? Non, mais jamais je ne demanderais l'interdiction de ces propos, sauf s'ils appellent expressément à la violence contre des personnes. Si jamais cette loi venait à passer, l'histoire ne sera pas tendre pour ses promoteurs,» a fait valoir Léon Ouaknine, co-auteur du mémoire et membre de PDF Québec.

Comprendre les raisons justifiant la persistance de pratiques traditionnelles nocives comme le mariage forcé ou les crimes commis au nom de l'honneur.

PDF Québec s'est longuement attardé dans son mémoire à la partie du PL 59 qui vise une meilleure protection des personnes, en particulier des jeunes filles et des femmes face à des pratiques traditionnelles néfastes, comme le mariage forcé, le contrôle de la sexualité des filles et des femmes de même que les crimes d'honneur. Selon PDF Québec, pour accroître la protection des femmes et des jeunes filles, il faut d'abord comprendre les raisons justifiant la persistance de ces pratiques traditionnelles.

«On ne peut comprendre le meurtre de la jeune Aqsa Parvez, assassinée par son père et son frère parce qu'elle refusait de porter le hijab, ni le quadruple meurtre de la famille Shafia ou les mariages forcés si on refuse de voir que le poids des traditions patriarcales peut être une prison pour les femmes et les enfants en particulier» a rappelé la présidente de PDF Québec, Michèle Sirois. **Pour PDF Québec comme pour de nombreux chercheurs, c'est la culture de l'égalité entre les hommes et les femmes qui doit être propagée pour prévenir ces pratiques** : «Des mesures éducatives s'imposent pour favoriser un changement des mentalités au sein des

communautés concernées, à travers une remise en question du concept de l'honneur attaché à la sexualité des femmes,» a expliqué Salimata Sall, qui représentait elle aussi l'organisme.

À titre d'exemple, le rapport de PDF Québec souligne que les accommodements religieux peuvent favoriser la domination de l'idéologie fondamentaliste patriarcale discriminatoire à l'égard des femmes. PDF Québec estime que les demandes d'accommodements religieux peuvent être les premières manifestations d'intégrisme et devraient être dorénavant traitées à la lumière de ce qu'on connaît du phénomène de la radicalisation et du renfermement sectaire. Les personnes qui exigent de suivre «leurs lois» religieuses au détriment des lois démocratiquement votées indiquent sans ambiguïté possible une dissidence face au vivre-ensemble citoyen. Si les lois doivent être changées parce qu'elles ont des effets d'exclusion et qu'elles n'atteignent pas le but visé, il faut que ces lois soient changées pour tous et toutes et non pas seulement au cas par cas, en fonction d'une appartenance religieuse. «Et si l'intégrisme est un «choix personnel», il doit être bloqué dès que les exigences religieuses sortent de la sphère strictement privée et cherchent à échapper aux règles de la société», a ajouté Michèle Sirois. «Il s'agit là de conditions essentielles pour faire en sorte que le message de la société soit clair et ferme en faveur du droit à l'égalité des femmes et des jeunes filles et que même les convictions religieuses ne sauraient justifier des dérogations aux lois qui assurent cette égalité», a-t-elle poursuivi.

Lutter contre les discours haineux

Pour PDF Québec, le Code criminel contient déjà des dispositions mieux étayées - et sans liste noire!- pour lutter contre les discours haineux ou incitant à la violence. Cependant, PDF Québec presse le gouvernement du Québec de demander à son homologue fédéral que soit retiré l'article 319.3.b qui permet aux discours haineux fondés sur des textes religieux d'être exemptés de poursuite criminelle. Pour PDF Québec, cette protection aux discours religieux incitant à battre les femmes ou les personnes homosexuelles est en contradiction avec toutes les chartes et n'est aucunement justifiable dans un pays qui se veut laïque.

Conclusion

PDF Québec demande donc au gouvernement de retirer la partie du projet de loi 59 sur les discours haineux ou incitant à la violence et de renforcer la partie qui concerne la protection des personnes.

[PDF Québec](#) (Pour les droits des femmes du Québec) est un groupe féministe, mixte, citoyen et non partisan qui défend les droits des femmes.